



OUVERTURE DE LA JOURNÉE DE CONFÉRENCES AVEC LES CITOYENS ORGANISÉE DANS LE CADRE DE LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPÉENNE (PFUE)

Mardi 15 mars

Campus de Jussieu de La Sorbonne

Allocution de Pierre Moscovici,
Premier président de la Cour des comptes

Mesdames, Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que je m'adresse à vous aujourd'hui dans le cadre de cette journée de conférences sur l'avenir de l'Europe organisée par la Cour des comptes. La présidence française de l'Union européenne est l'occasion pour la France d'impulser au niveau européen de grandes ambitions politiques. J'ai souhaité que la Cour des comptes y occupe une place particulière, en organisant cette conférence internationale ouverte à la société civile. Cela me paraît d'autant plus important dans le contexte géopolitique que nous traversons aujourd'hui.

Je tiens tout d'abord à vous remercier de votre présence et de votre engagement pour le projet qui nous réunit. Je salue également les participants qui nous suivent en ligne. Le retour « à la normale » n'étant pas encore acquis, nous sommes toujours soumis à des jauges d'accueil, et bien que j'espère de tout cœur que l'année 2022 soit celle de la sortie de crise, j'aimerais porter ici un regard positif sur le modèle désormais appelé « hybride » que nous avons pu et su mettre en place. Grâce au numérique et aux nouvelles technologies, vous êtes toujours plus nombreux à participer aux événements organisés par la Cour des comptes ! Je me réjouis de l'intérêt que vous portez au projet que nous vous proposons.

* *
*

La journée que nous allons passer ensemble se veut ouverte à la société civile. Des experts français, européens et internationaux dialogueront avec des citoyens sur les sujets qui façonneront l'Europe de demain. Je pense bien évidemment à la réforme du cadre de gouvernance européen des finances publiques, à l'extension des prérogatives sociales et sanitaires de l'Union européenne, à la relance et à la souveraineté économique, à la transition environnementale pour faire de l'Europe un continent vert ou encore à la démocratisation des institutions afin de relancer l'Europe politique ! Autant de thèmes qui nécessitent une réflexion approfondie et éclairée, une approche ouverte et participative. Le conflit ukrainien sera bien évidemment au cœur de notre réflexion : les intervenants auront à cœur de rappeler les enjeux tragiques qu'elle soulève et de proposer une voie, modeste mais constructive, pour les surmonter.

Trois raisons principales ont guidé ma volonté d'inscrire la Cour des comptes au cœur de la présidence française de l'Union européenne, en insufflant une dynamique de réflexion européenne et citoyenne :

- **Tout d'abord, je suis profondément attaché au projet européen et ma carrière le reflète** – j'ai notamment été ministre en charge des affaires européennes, commissaire européen et j'ai exercé à deux reprises le mandat de député européen. Cette dimension européenne, j'en suis fier et je souhaiterais que nous puissions tous ressentir ce sentiment de fierté, mais aussi d'honneur et d'attachement lorsque nous évoquons l'Europe !
- **Ensuite, et cela tient plus au contexte actuel, nous avons vécu et connaissons encore une crise sanitaire sans précédent**, qui a affecté nos vies personnelles et professionnelles tant au niveau sanitaire, économique, social voire même philosophique et existentiel. Dans quel monde souhaitons-nous évoluer demain ? Quelles valeurs souhaitons-nous affirmer et revendiquer en tant que principes cardinaux de nos sociétés ?
- **Enfin, le retour de la guerre sur le continent européen et les menaces nouvelles qu'elle fait peser sur notre espace démocratique** ne font que renforcer la nécessité d'avancer sur la coopération entre nos Etats et nos institutions. La violation du droit international et de la souveraineté ukrainienne par la Russie a entraîné une guerre dont les conséquences humaines et économiques sont désastreuses pour l'ensemble de notre continent, mais d'abord et avant tout pour le peuple ukrainien. Nous devons, dans tous les domaines, continuer à montrer notre unité et notre volonté d'agir ensemble, avec force et détermination.

Sans prétendre entièrement répondre à ces questions et couvrir l'ensemble de ces enjeux, le forum que nous organisons souhaite faire émerger des solutions concrètes pour construire ensemble l'avenir de l'Europe dans ce nouveau contexte international.

*

L'accent que j'ai placé sur la participation citoyenne s'inscrit dans une démarche plus globale que je porte à la Cour des comptes.

Dès le premier jour de ma nomination, il y a maintenant presque deux ans, j'ai lancé un plan de réforme stratégique à la Cour des comptes qui se nomme Juridictions financières 2025. L'un des axes principaux de cette réforme consiste en la plus grande participation et inclusion des citoyens dans les travaux de la Cour. Mes équipes et moi-même avons en effet constaté que la prise en compte des citoyens au sein de la Cour était trop limitée, alors que vous êtes, conformément à l'article 15 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789, les premiers destinataires de nos travaux ! S'il pouvait être complexe d'inclure les citoyens au XVIIIème, le XXIème siècle nous offre des opportunités telles que nous devons et pouvons être au rendez-vous de la participation citoyenne. Je crois profondément que ce type d'évènement, que je souhaite pérenniser, posera les fondements d'une réforme profonde pour l'émergence d'une administration participative !

Plusieurs autres projets sont déjà en cours, je pense notamment à l'expérimentation d'un droit de requête permettant, *via* une plateforme en ligne ouverte le 9 mars dernier, de proposer des sujets à inscrire au sein du programme de contrôle et d'évaluation de la Cour. Pour être plus accessible, il faut également que la Cour des comptes soit plus visible, et

notamment dans le paysage médiatique et le débat public. J'y accorde un intérêt d'autant plus particulier que nous sommes dans une période pré-électorale. Nous exerçons d'ores et déjà ce rôle de « vigie », avec la publication dès la fin 2021 de notes de synthèse dressant l'état des lieux et des perspectives sur une douzaine de domaines majeurs de l'action publique, à l'instar de la justice et de l'emploi. Elles sont accessibles sur le site internet de la Cour, et je vous encourage vivement à les consulter !

Vous l'aurez compris, je souhaite que vous ayez une place centrale au cœur des dispositifs qui dessineront le nouveau visage de la Cour des comptes que je préside aujourd'hui. Cette conférence internationale sur l'Europe nous donne l'opportunité de poser ensemble une première pierre.

*

Pour initier nos échanges à ce sujet, j'aimerais vous faire part des convictions qui sont les miennes concernant l'avenir de notre « maison commune des libertés », comme j'aime définir l'Union européenne.

L'Union européenne fait aujourd'hui face à de nombreux défis, je dirais même à des « polycrises » comme le souligne mon ami Jean-Claude Juncker, ancien président de la Commission européenne. Certaines sont de nature conjoncturelle comme la crise grecque ou la crise migratoire. D'autres, plus structurelles : le système européen est lui-même en crise, l'euro-scepticisme ambiant traduit une crise démocratique profonde ; la crise environnementale frappe lourdement l'Europe et la crise sanitaire, précédée des crises des dettes souveraines, a abouti à une dégradation des finances publiques européennes.

Mes pensées vont aujourd'hui au peuple ukrainien, qui subit le joug de l'invasion russe. Le conflit en Ukraine est un événement dramatique, aux lourdes conséquences humaines et sociales qui place à nouveau la guerre aux portes de l'Union européenne.

L'Union a réagi rapidement et avec force à l'agression de la Russie en adoptant de nouvelles mesures individuelles et économiques aux lourdes conséquences pour la Russie. L'exclusion de certaines banques russes du réseau SWIFT ou l'interdiction des transactions de la banque centrale russe sont des actes forts qui marquent la détermination de l'Union sur cette question. Les principaux secteurs de l'économie russe font également l'objet de mesures ciblées, comme les raffineries de pétrole et la flotte aérienne. Enfin, et de manière novatrice, l'Union européenne a suspendu les licences de certains médias de propagande russes.

Au-delà de ces mesures individuelles et économiques, des décisions importantes ont été prises en matière d'accueil des réfugiés ukrainiens. Près de 2 millions d'Ukrainiens ont fui leur pays aujourd'hui. Rappelons-le avec force : cette crise est avant tout un drame humain. Pour la première fois, les États membres ont décidé, à la majorité qualifiée, d'appliquer la directive de 2001 sur l'accueil des personnes déplacées. Elle permettra aux réfugiés ukrainiens de rester jusqu'à 3 ans dans l'Union européenne, de travailler, d'accéder au système scolaire et de recevoir des soins médicaux. L'Europe prouve qu'elle veut aller plus loin que le simple soutien militaire à l'Ukraine : au total, ce sont 500 millions d'euros qui ont été promis pour aider les civils touchés par la guerre.

Ainsi, l'Union s'est exprimée d'une seule voie et a instauré des restrictions sans précédent, démontrant sa capacité à coopérer et à agir en temps de crise. Chacune des mesures adoptées a en effet été prise avec une remarquable unité et en étroite coordination avec les partenaires de l'Union européenne. Nous devons non seulement poursuivre dans

cette voie mais aussi trouver, au plus vite, une issue à la situation tragique que connaît le peuple ukrainien.

Je compte sur la richesse de nos échanges pour faire émerger des pistes souhaitables pour le développement de l'Europe dans ce nouveau contexte international.

* *
*

Pour conclure, je reprendrai ces mots célèbres de Jean Monnet : « *l'Europe se fera dans les crises et sera la somme des solutions apportées à ces crises* ». Plus que jamais, cet adage doit nous inspirer. Si le passé a donné raison à ce père fondateur de l'Europe, à nous maintenant de proposer des solutions nouvelles, innovantes et surtout en adéquation avec vos aspirations. J'ai évoqué dans mon discours le lien indissociable entre la Cour des comptes et les citoyens ; j'aime à penser que c'est à travers ces moments d'échange qu'il deviendra plus fort et pérenne !

* *
*

Pour ne pas empiéter sur la nature des interventions et des échanges, je vais maintenant donner la parole à mon ami Joseph Stiglitz pour ouvrir cette journée de réflexion.

I will now switch to English to introduce my dear friend Joseph Stiglitz, American economist and public policy analyst, recipient of the Nobel Memorial Prize in Economic Sciences.

I sincerely thank you for accepting this invitation and for participating today in our conference on the future of Europe. Your experience and expertise will be precious for our exchanges.

To briefly introduce you, you are a former senior vice president and chief economist of the World Bank. You were a member and chairman of the Council of Economic Advisers in the United States and, in 2000, you founded the Initiative for Policy Dialogue. In 2001, you received the Nobel Prize in Economics "*for your work on markets with asymmetric information*", together with George Akerlof and Michael Spence. You served as chair of the international Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress, appointed by the French President Nicolas Sarkozy. You are also a former chairman of the U.N. Commission on Reforms of the International Monetary and Financial System and president of the International Economic Association. Founder of the information economics, you have also published several papers in labour economics, credit markets, industrial economics or development economics.

Without further delay, you have the floor to open this cycle of round tables. I wish you all rich and productive discussions.

Thank you !